



MARCHE A PROCÉDURE FORMALISÉE  
APPEL D'OFFRES OUVERT

Accord-cadre de fournitures

Moyens de levage et de transport fluvial Seine aval

## **Règlement de la consultation (RC)**

**Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage**

Voies navigables de France - Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire aval

**Mandataire**

Voies navigables de France - Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire aval

**Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)**

Monsieur le Directeur Territorial du Bassin de la Seine et Loire aval

**Conducteur d'opération**

Bureau Maîtrise d'Ouvrage de l'Unité Territoriale d'Itinéraire des Boucles de la Seine

**PROJET** : Accord-cadre multi-attributaires à bons de commande de levage et de transport fluvial sur l'itinéraire Seine Aval

**Référence** : VNF\_2026\_UBS\_Levage\_Fluvial

**Date limite de remise des offres : Mercredi 11/02/2026 à 12h00**

***Marché passé en application du Code de la commande publique du 1er avril 2019.  
Le CCAG FCS s'applique au présent marché et régit les relations contractuelles entre les parties.***

***Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur pourra être désigné "Maître d'ouvrage".***

***Il est rappelé que le terme de « marché public » désigne un marché ou un accord-cadre conformément à l'article  
L1111-1 du code de la commande publique.***

***Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.***

## Table des matières

1.	Objet de la consultation .....	4
2.	Procédure retenue .....	4
2.1.	Procédure.....	4
2.2.	Nature du contrat .....	4
2.3.	Décomposition en tranche et en lots.....	4
2.4.	Variantes .....	5
2.5.	Nature de l'attributaire .....	5
2.6.	Compléments et modifications à apporter aux pièces du marché .....	5
3.	Déroulement de la consultation.....	5
3.1.	Généralités.....	5
3.2.	Pieces constitutives du dossier de consultation .....	6
3.3.	Visite de site optionnelle .....	6
3.4.	Composition du dossier à remettre par les candidats .....	7
3.4.1.	Dans un premier dossier : pièces de CANDIDATURE .....	7
3.4.2.	Dans un second dossier : pièces de l'OFFRE .....	8
3.5.	Durée de validité des offres .....	9
3.6.	Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu .....	9
3.7.	Renseignements complémentaires.....	9
3.8.	Modifications du DCE en cours de consultation .....	9
4.	Conditions d'envoi et de réception des plis .....	10
5.	Jugement des candidatures et classement des offres.....	11
5.1.	Critères de sélection .....	11
6.	Conflits d'intérêt.....	11
7.	Obligation de confidentialité .....	12
8.	Réclamations et conflits .....	12
9.	Annexe 1 : Chantier type de levage fluvial sur le site des ouvrages de Notre-Dame-de-la Garenne.....	13
	<b>1/ Remplacement de la vanne d'aqueduc ECL3.....</b>	<b>13</b>
	<b>2/ Remplacement du vérin de vantail de l'aval rive droite .....</b>	<b>13</b>

## 1. Objet de la consultation

Le présent règlement de consultation a pour objet l'accord-cadre de levage et de transport fluvial de l'itinéraire Seine aval comprenant les prestations de mise à disposition :

- de pontons-grues ;
- de moyens de levages divers ;
- de barges fluviales ;
- de pontons de travail fluviaux ;
- de pousseurs ;
- de bateau de travail fluviaux ;

ainsi que l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à leur utilisation.

Les prestations sont détaillées au 1-2. du CCATP.

## 2. Procédure retenue

### 2.1. Procédure

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### 2.2. Nature du contrat

L'accord-cadre à bons de commande multi-attributaires avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le nombre maximum de titulaires est fixé à deux par lot et l'attribution des bons de commandes s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires selon la technique dite « en cascade » qui consiste à faire appel en priorité aux titulaires les mieux-disants.

Les modalités de sollicitation des titulaires sont explicitées à l'article 1-5.3 du CCATP.

### 2.3. Décomposition en tranche et en lots

Le présent accord-cadre est fractionné en trois lots :

- Lot 1 « Secteur ouest » : levage et transport fluvial sur l'itinéraire Seine aval du PK 202 au PK 161
- Lot 2 « Secteur centre » : levage et transport fluvial sur l'itinéraire Seine aval du PK 161,1 au PK 72,6
- Lot 3 « Secteur est » : levage et transport fluvial sur l'itinéraire Seine aval du PK 72,6 au PK 16,8.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## 2.4. Variantes

Il n'est pas prévu que les candidats puissent remettre une offre variante.

## 2.5. Nature de l'attributaire

Chaque lot sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Il est interdit aux candidats de se présenter en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les offres présentées par des groupements doivent être signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par le seul mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Ces habilitations doivent alors être jointes au dossier de candidature.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

## 2.6. Compléments et modifications à apporter aux pièces du marché

Les candidats n'ont pas à apporter de complément ou de modifications ni aux Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) ni aux pièces financières.

# 3. Déroulement de la consultation

## 3.1. Généralités

**Téléchargement des pièces de la consultation :**

[https://www.marches-](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2716363&orgAcronyme=d4t)

[publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2716363&orgAcronyme=d4t](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2716363&orgAcronyme=d4t)

**Référence :** VNF\_2026\_UBS\_Levage\_Fluvial

Les candidats doivent obligatoirement indiquer dans leur acte d'engagement une adresse de messagerie électronique valide et consultée quotidiennement à laquelle seront envoyés ces documents.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr*, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat et que les candidats devront apporter la preuve d'une délégation de signature éventuelle.**

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les entités ayant retiré le dossier en seront informées par PLACE.

### 3.2. Pièces constitutives du dossier de consultation

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- Le présent Règlement de Consultation (RC)
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- Le Détail estimatif (DE).

### 3.3. Visite de site optionnelle

**La visite des sites listés au 1-1.2 du CCATP est optionnelle** pour soumissionner au présent marché. Elle permettra aux entreprises de prendre connaissance des ouvrages, des contraintes d'accès pouvant impacter les différentes prestations à réaliser et les moyens à prévoir, ainsi que de réaliser une éventuelle consultation sur site des plans des ouvrages et des éléments à usiner.

La visite pourra avoir lieu au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Au plus tard 15 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, le candidat est tenu de solliciter un créneau de visite, exclusivement via la plateforme PLACE (section « Question »), en précisant le ou les lots pour lequel(s) il souhaite réaliser une visite des sites éclusiers (listés au 1-1.2 du CCATP).

Le candidat aura la charge de prouver sa participation à une visite par le biais du dépôt d'une attestation de visite avec son dossier d'offre. Cette attestation lui sera remise par le maître d'ouvrage à l'issue de sa visite.

Aucune revendication liée à une éventuelle méconnaissance des lieux et des prestations ne pourra être opposée à VNF lors de l'exécution du marché. Il est établi que tous les éléments visibles ou identifiables avant l'ouverture du chantier sont réputés connus de l'entreprise, et ne pourront motiver une remise en cause des prix après passation du marché.

Il est rappelé que les personnes circulant sur les ouvrages de navigation doivent être équipées de leurs équipements de protection individuels (chaussures de sécurité, casque et gilet de sauvetage avec sangle sous-cutané).

### 3.4. Composition du dossier à remettre par les candidats

#### 3.4.1. Dans un premier dossier : pièces de CANDIDATURE

Les candidats pourront, s'ils le souhaitent, remettre leur candidature sous forme de « Document Unique de Marché Européen » (DUME). Ils peuvent également la déposer classiquement en fournissant les documents demandés dans le paragraphe suivant (candidature hors DUME).

##### *Candidature sous format DUME*

Les candidats (y compris leurs sous-traitants) peuvent présenter leur candidature sous forme de DUME » (« eDUME » disponible sur le site <https://ec.europa.eu/tools/espd?lang=fr>) sachant que pour la partie IV, ils devront compléter (y compris les sous-traitants) :

- Le A « indication globale pour tous les critères de sélection »,
- Le A 1) « le(s) registre(s) professionnel(s) ou le(s) registre(s) du commerce exigés »,
- Le B1a) « chiffre d'affaires annuel « général », B 2a) « chiffre d'affaires annuel spécifique »,
- Le C 1a) « pour les marchés publics de travaux ». Chacun des sous-traitants devra également remplir les sections A et b de la partie II et toute la partie III.

De manière générale, les candidats devront compléter le DUME en s'assurant que les renseignements fournis soient identiques à ceux demandés ci-dessous (candidature hors DUME).

##### *Candidature hors format DUME*

Les documents à produire en lieu et place de la candidature sous forme de DUME sont les suivants :

- Formulaire DC1, lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants, entièrement rempli (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/>), ou équivalent ;
- Formulaire DC2, déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement, entièrement rempli (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/>) ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, ou équivalent ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années disponibles ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat ;
- La liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, en lien avec l'objet du marché, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public
- L'extrait k-bis (moins de 6 mois) ou équivalent ainsi que les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;

Au regard des documents transmis par le candidat, VNF apprécie les capacités techniques, financières et professionnelles des candidats.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (co-traitance, sous-traitance) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**NB : L'ensemble des références demandées devront être explicitement présentées dans un tableau synthétique. Il en est de même pour les équivalences pour les formations, certifications, expériences, etc., qui devront être dument justifiées.**

### 3.4.2. Dans un second dossier : pièces de l'OFFRE

Ce dossier doit comprendre les documents suivants :

- **L'AE et ses annexes complétés, datés et signés.**
- Un RIB.
- L'attestation de visite optionnelle.
- Une attestation sur l'honneur émanant du candidat individuel ou de chaque entreprise membre du groupement indiquant l'absence de situation de conflits d'intérêts.
- **Une offre de prix** : le BPUF et le DE dument complétés.
- **Un mémoire technique comprenant** des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du marché comprenant :
  - La présentation et l'organisation des moyens humains : composition des équipes, répartition des tâches, références professionnelles, qualifications, formations et habilitations du personnel proposé ;
  - La présentation du matériel de levage et du matériel de transport proposés : liste, fiches techniques et dernières attestations de contrôle technique ;
  - Une note méthodologique de levage, par tâche à effectuer, pour le « chantier-type » décrit en annexe du présent règlement de consultation.

Cette note ne devra pas excéder les 3 pages par tâche et devra proposer une description pas-à-pas du procédé proposé par le candidat pour répondre au besoin.

Cela inclut le matériel et le personnel nécessaire ainsi que des plans pour illustrer le propos.
- Un planning à l'échelle de la demi-journée est également demandé.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt (les DC4 pourront être directement fournis au stade de la consultation, ils sont téléchargeables sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) – « DAJ / Formulaire – Marchés publics » et devront être accompagnés des renseignements exigés par les articles R2193-1 et suivants et L2193-1 et suivants du CCP). Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

**L'ensemble des éléments attendus dans le mémoire technique devront avoir été justifiés et suffisamment détaillés pour démontrer la prise en compte des différentes contraintes émises par le maître d'ouvrage** dans l'offre de l'opérateur économique candidat, notamment en termes d'accessibilité, de calendrier d'intervention, de sécurisation des espaces d'exécution des prestations et des éventuels moyens de levage nécessaires.

**L'ensemble de ces éléments devront être fournis pour chaque co/sous-traitant dans un mémoire technique séparé et explicitement intitulé** (la composante technique des dossiers des sous-traitants pourra s'arrêter à ses/ses domaine(s) d'intervention). Chaque mémoire devra être paginé, disposer d'un sommaire/table des matières



fonctionnel permettant un accès rapide aux différents documents/parties/sous-parties du document. La recherche par mot clés devra également être fonctionnelle.

Chaque rubrique est jugée indispensable au choix du mieux disant pour l'application du critère « Critère technique » prévu à l'article 4 du présent règlement. Le dossier technique devient contractuel à la signature du marché.

### 3.5. Durée de validité des offres

Les offres seront valables 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### 3.6. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles R2143-5 et R2143-10 du Code de la Commande Publique le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (art. L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP) et qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.
- Les certificats fiscaux et sociaux.
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail.
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.
- Un RIB si non-transmis dans le cadre de l'offre.
- Les attestations d'assurance visées à l'article 2-4 et 2-5 du CCATP (à remettre avant la notification du marché).

### 3.7. Renseignements complémentaires

Les candidats pourront poser des questions uniquement via PLACE et au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date de remise des offres et seront retransmis à la maîtrise d'ouvrage.

Les réponses seront ensuite renvoyées à l'ensemble des candidats par la maîtrise d'ouvrage, via la plate-forme de dématérialisation PLACE, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date de remise des offres. Il ne sera pas fait de mention du nom des candidats ayant posé les questions. Aucune réponse ne sera communiquée par téléphone ou par courriels.

### 3.8. Modifications du DCE en cours de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation des entreprises. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 12 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 4. Conditions d'envoi et de réception des plis

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en première page du présent règlement.

**Transmission des documents par voie électronique UNIQUEMENT** : via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse <https://marches-publics.gouv.fr>.

En utilisant la référence : **VNF\_2026\_UBS\_Levage\_Fluvial**

**Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue**, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

L'ensemble des documents seront rédigées en français, établis en euros et transmis en une seule fois.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb). Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée avant la date limite de remise des offres à l'adresse suivante :

Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval  
18 quai d'Austerlitz  
75013 PARIS

La signature électronique du contrat par l'attributaire est recommandée dans le cadre de cette consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Après l'attribution, il sera demandé à l'attributaire, qui a signé l'acte d'engagement en scannant sa signature avant envoi ou qui n'a pas signé électroniquement l'acte d'engagement ou qui a fourni un acte d'engagement avec une signature électronique non reconnue par PLACE comme signature valide, de signer l'acte d'engagement avec une signature électronique ou de le rematérialiser par une signature manuscrite originale et, si besoin, de fournir les pouvoirs et/ou délégations des personnes habilitées à l'engager.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## 5. Jugement des candidatures et classement des offres

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation par le pouvoir adjudicateur, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Il est rappelé que la régularisation d'une offre irrégulière n'est qu'une simple faculté offerte à l'acheteur par la législation, le RPA se réserve le droit de régulariser ou non les offres jugées irrégulières après la remise des offres.

En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

### 5.1. Critères de sélection

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de calcul, de formules excel, de report...) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix et les autres documents de l'offre, le bordereau des prix prévaudra et les éléments concernés seront rectifiés en conséquence et pris en compte pour l'analyse des offres. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les propositions reçues avant expiration du délai de remise des offres seront analysées, notées sur 100 points puis classées en fonction des critères suivants :

CRITÈRES D'ATTRIBUTION	POINTS
<p><b>Le critère prix</b> sera apprécié par rapport à l'offre la moins disante sur la base du détail estimatif :</p> $Note = 70 \times \frac{MOMD}{MOJ}$ <p>Dans laquelle :</p> <p>MOMD : Montant de l'offre la moins disante.</p> <p>MOJ : Montant de l'offre jugée.</p>	<b>70</b>
<p><b>Le critère technique</b> est jugé selon :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La qualité et l'adéquation du matériel de levage proposé (7 points) ;</li><li>- La qualité et l'adéquation du matériel de transport proposé (7 points) ;</li><li>- L'adéquation des moyens humains mis à disposition (5 points) ;</li><li>- La pertinence du planning à l'échelle d'une demi-journée : (5 points) ;</li><li>- La pertinence de la méthodologie du « chantier-type » (6 points).</li></ul>	<b>30</b>

## 6. Conflits d'intérêt

Le candidat prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution du futur marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt pendant la consultation doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le candidat doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

Dans son offre, le candidat devra remettre une attestation sur l'honneur afin de justifier qu'il n'est pas en situation de conflit d'intérêt.

## 7. Obligation de confidentialité

Le candidat se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance pendant la consultation. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au candidat le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

## 8. Réclamations et conflits

Le tribunal compétent est celui de Paris :

7 rue de Jouy  
75181 PARIS 04  
tél. : 01 44 59 44 00  
[greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)  
<http://paris.tribunal-administratif.fr>

Il peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 9. Annexe 1 : Chantier type de levage fluvial sur le site des ouvrages de Notre-Dame-de-la Garenne

Durée de l'arrêt technique pour la réalisation des opérations de levage et manutention :

➤ **3 jours**

### **Tâches à effectuer :**

#### 1/ Remplacement de la vanne d'aqueduc ECL3

Dimensions du colis :

Dénomination	Longueur en mm	Largeur en mm	Hauteur/épaisseur ou Ø en mm	Poids	Présence d'anneaux de levage
Vanne aqueduc AVR	3500	3130	Environ 300mm	Estimation 4,5 tonnes	Oui centrale

#### **Le sas de l'écluse sera placé à la côte aval**

1. Levage et chargement de la vanne de remplacement sur son lieu de stockage situé au quai de déchargement amont en rive droite de l'écluse n°4.
2. Transport, jusqu'au bajoyer de l'écluse n°3.
3. Levage et extraction de la vanne à remplacer.
4. Interruption des opérations de levage pour inspection du puits
5. Levage et assistance à la mise en place de la vanne rénovée
6. Levage et transport de la vanne extraite dans le puits jusqu'à la zone de stockage situé sur le quai de déchargement amont du site des écluses.

#### 2/ Remplacement du vérin de vantail de l'aval rive droite

Dimensions du colis :

Dénomination	Longueur en mm	Largeur en mm	Hauteur ou Ø en mm	Poids	Présence d'anneaux de levage
Vérin de vantail AVR	3180	350 ponctuellement au cardan	Ø270	Estimation 2tonnes	Non

**Le sas de l'écluse sera placé en position côte amont.**

1. Levage et transport du vérin rénové depuis le quai de chargement à l'amont RG du site des écluses jusqu'aux bajoyers de l'écluse n°3.
2. Levage et dépose du vérin rénové sur le bajoyer à proximité du vantail aval rive droite.
3. Levage et assistance au désaccouplement du vérin à remplacer à l'aval rive droite.
4. Levage et assistance à l'accouplement du vérin rénové à l'aval rive droite.
5. Levage et transport du vérins à remplacer jusqu'au quai de chargement à l'amont RG.